



Communiqué

TRANSPORT AERIEN

Soutien à la grève des salariés d'ADP :
L'Etat et la direction d'Aéroports de Paris
doivent retirer leurs mesures de casse
sociale !

Depuis le début de la pandémie du coronavirus, le secteur du transport aérien est dans une situation catastrophique, les salariés en sont les premières victimes ! Cela fait plus d'un an, du fait d'une activité en pointillée et au-delà du risque sanitaire auquel ils sont directement exposés, qu'ils subissent des pertes importantes de rémunérations et une forte dégradation de leurs conditions de travail. Toutes les prévisions et les comparaisons internationales montrent que le trafic aérien a vocation à reprendre progressivement avec la vaccination. Aéroports de Paris a néanmoins élaboré un accord de rupture conventionnelle collective de 1150 salariés dont 700 qui ne seront pas remplacés.

Comme si cela ne suffisait pas, la direction de l'entreprise publique a engagé de manière unilatérale un plan d'adaptation des contrats de travail accompagné d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Cela se traduira par une reprise de l'activité « *d'avant-crise* » avec parfois jusqu'à 20% de salaire en moins et une mobilité géographique imposée pour les salariés.

La direction d'ADP et son actionnaire majoritaire, l'Etat, prennent le prétexte de la situation de crise dans le transport aérien pour tenter d'engranger toujours plus de profits en sacrifiant les salariés et préparer le retour du projet de privatisation.

Quelles autres raisons pourraient justifier une telle casse sociale pour des milliers de salariés ? Pourquoi paupériser davantage ces salariés ? Et pour ceux qui resteront en place, souvent sur des plannings à horaires décalés, pourquoi leur imposer une mobilité forcée engendrant une augmentation des temps de trajets ? Et que dire de l'engagement d'une dépense de 1,2 milliard d'euros pour l'achat d'aéroports indiens ?

Les salariés d'Aéroport de Paris et leurs organisations syndicales, dont le syndicat FORCE OUVRIERE d'ADP, refusent d'être les victimes de cette politique qui ne se justifie pas ! Sans salariés, les avions resteront à terre !

La grève s'organise dans les prochaines semaines et notamment pour la période du 1^{er} au 5 juillet ! La Fédération FORCE OUVRIERE de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services (FEETS-FO) apporte son soutien à la grève des salariés d'ADP pour le retrait de l'ensemble des mesures de casse sociale. La direction d'ADP et l'Etat, s'ils s'obstinent, seront les seuls responsables des perturbations sur les vols à venir et leurs conséquences sur les voyageurs !

Paris, le 7 Juin 2021

Pour tout contact: Zainil NIZARALY, Secrétaire général : 01.44.83.86.20

Michaël DELLIS, Secrétaire fédéral : 06.30.63.99.81